



Amicale
des anciens
du Cirad

La Lettre de l'Adac

N° 28 – septembre 2014

Editorial

Le Cirad a trente ans. La plupart d'entre vous étaient en activité dans les instituts et dans le Gerdat en juin 1984 et de fait ont vécu leur transfert effectif dans le Cirad le 1^{er} janvier 1985.

De la longue période qui a précédé la parution du décret de création du Cirad, de la phase de dissolution des instituts au second semestre 1984, de la mise en ordre de marche de la nouvelle structure, je conserve des souvenirs précis. En effet, en qualité de partenaire social, j'ai participé avec d'autres, de 1982 à 1984, aux très nombreuses négociations relatives principalement au statut des personnels, mais aussi j'ai eu l'honneur d'être membre élu du premier conseil d'administration du Cirad présidé par Jacques Poly. Nombreux parmi vous s'interrogeaient légitimement sur leur devenir ; certains avec enthousiasme, d'autres avec interrogation.

Je suis convaincu que cette évolution institutionnelle ne vous a pas laissés indifférents et que ceux dont la mémoire est encore vive pourraient apporter leur témoignage sur leur vécu, entre 1983 et 1985.

L'amicale des anciens du Cirad et ses vecteurs de communication sont des outils efficaces pour mémoriser les souvenirs des anciens, mais surtout faire partager ces moments particuliers qui ont marqué vos carrières et vos structures de recherche. En cette année anniversaire, je vous invite à nous transmettre pour publication dans notre lettre et ou sur notre site internet votre précieuse contribution. Au nom de l'Adac, je vous en remercie.

Le président
Jean-Pierre Gaillard

Manifestation 30 ans du Cirad

Dans le cadre des journées scientifiques du Cirad, l'Adac a été invitée, le 3 juillet, à une session dédiée aux 30 ans du Cirad. Au cours de celle-ci, d'anciens dirigeants du centre ont apporté leurs témoignages sur la création du Cirad en 1984 et les années qui ont suivi.

Henri Carsalade a rappelé les motivations géopolitiques, postcoloniales et institutionnelles qui ont conduit au décret de création d'un Epic sous tutelle du Ministère de la recherche fédérant les anciens instituts regroupés au sein du Gerdat, avec sécurisation de son financement par le BCRD. Bernard Bachelier a développé l'historique du partenariat avec les institutions de recherche agronomique africaines, en insistant sur le rôle dominant de la Côte d'Ivoire et la création de la Coraf. Michel Griffon a clairement argumenté l'évolution de l'organisation et de la stratégie scientifique du Cirad, en insistant sur son insertion reconnue dans la communauté scientifique française et internationale. Parmi les critères distinguant l'originalité scientifique du Cirad, il a insisté sur les concepts d'innovation, de recherche finalisée et des dimensions territoires et environnement. Michel Eddi a conclu sur la continuité des valeurs portées par le Cirad et introduit le témoignage de jeunes chercheurs sur leur vision du Cirad 30 ans après sa création.

Toutes ces interventions peuvent être visionnées en intégralité sur le site internet de l'Adac.



B. Bachelier, G. Matheron, H. Carsalade et M. Eddi soufflent les bougies du gâteau d'anniversaire.

Adac solidarité : opération lunettes 2014



Lors de la collecte pour la Banque alimentaire de février 2014, l'Adac a recueilli 220 paires de lunettes. Le médecin ophtalmologiste du Burkina, Mariam Dolo, étant de passage à Paris, nous avons confié la valise de lunettes à une jeune Ciradienne afin qu'elle la lui remette. Les lunettes sont bien arrivées à destination et de nombreux patients en ont déjà bénéficié.

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

Visite de la station Ifremer de Palavas

Le vendredi 6 juin 2014, une vingtaine d'adhérents de l'Adac ont visité la station Ifremer de Palavas-les-Flots.



Le directeur de la station, Emmanuel Rezzouk, nous a guidés dans cette visite, appuyé par un chercheur, Philippe Cacot (chercheur Cirad détaché à l'Ifremer).



Le département Biologie des organismes marins exploités (BOM) de l'Ifremer réalise à la station de Palavas des travaux de recherche et de développement en pisciculture marine, en partenariat, notamment avec le Cirad.

La station de Palavas, installée entre mer et lagune, couvre une surface de 4 000 m² de plate-forme expérimentale. Au travers de ses infrastructures de recherche et développement (R&D), la plate-forme de Palavas constitue le « noyau dur » des recherches piscicoles de l'institut. A ce titre, elle contribue à l'appui scientifique des structures R&D d'outre-mer, notamment celles du Cirad. Elle a été reconnue « grande infrastructure de recherche » par l'Union européenne.

Plus précisément, la station mène les recherches dans les trois domaines suivants :

- le poisson lui-même : génétique, immunologie, physiologie, génomique ;
- le poisson dans son milieu d'élevage : amélioration des méthodes d'élevage par l'étude de marqueurs physiologiques du "bien-être" ou des relations entre les conditions d'élevage et la résistance aux maladies, études des comportements alimentaires ou sociaux des poissons.
- le fonctionnement et l'impact des systèmes d'élevage : amélioration des connaissances sur les méthodes de traitements permettant la réutilisation de l'eau des élevages, valorisation des rejets de pisciculture.

Actuellement, le personnel se compose de 30 permanents dont 15 chercheurs, 3 ingénieurs et 8 techniciens. Deux chercheurs du Cirad sont affectés à la station : Philippe Cacot (qui nous a exposé ses travaux) et Lionel Dabady. Les recherches du Cirad sont conduites dans le cadre de l'UMR Intrepid qui réunit le Cirad et l'Ifremer.

La station comprend 4 laboratoires, 15 salles d'expérimentation, répartis dans 5 grandes halles :

- halle dédiée à la gestion de lignées des géniteurs ;
- halle dédiée à l'élevage larvaire ;
- halle dédiée aux systèmes d'élevage et à l'environnement ;
- halle pour le grossissement des poissons ;
- halle technique.

Nous avons visité les 4 premières halles.



Entrée dans la halle « Systèmes d'élevage » :
chaussons bleus obligatoires !



Dans la halle « Grossissement des poissons »

La dernière partie de la visite a concerné un laboratoire à ciel ouvert qui expérimente une technique novatrice de production de micro-algues, extrêmement prometteuse en ce sens qu'elle permet de recycler l'eau, d'équilibrer les gaz (CO₂ et O₂) et de récolter les algues, avec une efficacité accrue et une consommation énergétique réduite.

Cette technique vient de faire l'objet d'un brevet Ifremer-Insa de Lyon et a été récompensée cette année par deux prix de l'Aquacultural Engineering Society, très influente dans le monde de l'aquaculture : le premier relatif aux fonctions de pompage et traitement de l'eau à un coût énergétique réduit et le second relatif aux fonctions de dégazage en CO₂ et de dissolution en O₂, avec une capacité 3 à 5 fois supérieure aux systèmes de dégazage classiquement utilisés.

Pour en savoir plus :

[http://www.amicaledesanciensducirad.fr/activites/culture-et-loisirs/165-visite-de-la-station-](http://www.amicaledesanciensducirad.fr/activites/culture-et-loisirs/165-visite-de-la-station-ifremer-de-palavas)

[ifremer-de-palavas](http://www.amicaledesanciensducirad.fr/activites/culture-et-loisirs/165-visite-de-la-station-ifremer-de-palavas)

<http://umr-intrepid.cirad.fr/l-unite>



Présentation d'ouvrage par Robert Schilling



La palme des controverses

Alain Rival et Patrice Levang

Editions Quae, collection Essais

2013, 102 pages

Le palmier à huile est au centre d'un débat biaisé entre les opérateurs de l'agro-industrie au Nord et les planteurs tropicaux, d'une part, et d'autre part certaines organisations non gouvernementales (ONG) environnementalistes et indigénistes, usant d'arguments fortement teintés d'idéologie, qui dénoncent les risques écologiques et nutritionnels présentés par cette filière. Les médias font usage de raccourcis rapides (palmier égal déforestation, huile de palme égal malbouffe, agro-industrie égal exploitation des petits exploitants) auprès de consommateurs et de décideurs politiques mal informés. Il demeure que la demande en corps gras devrait doubler d'ici 2050 et qu'à superficie égale, le palmier à huile, qui assure 39 % de la production d'huile végétale, produit huit fois plus d'huile à l'unité de surface que le soja pour un coût de production inférieur de 20 % – signalons toutefois que le soja est cultivé principalement pour ses protéines, l'huile de soja n'étant qu'un produit secondaire de la trituration. Plus de la moitié de l'huile de palme est produite par des petits planteurs. Les concessions forestières sont généralement accordées aux exploitants du bois, et les surfaces déboisées par eux ne sont ensuite que partiellement reconverties en palmeraies. Sur les 21 millions d'hectares de forêts primaires qui ont disparu en Indonésie entre 1990 et 2005, trois millions seulement correspondent à la création de palmeraies ; 30 % notamment à Bornéo du fait de l'installation massive de migrants. Malaisie et Indonésie totalisent 87 % des approvisionnements, destinés pour 80 % à l'agroalimentaire : l'huile de palme se substitue au beurre, au saindoux et au suif dans de nombreuses industries de transformation, pour des raisons organoleptiques et technologiques diverses. En Afrique, les palmeraies naturelles du Golfe de Guinée sont en fait semi-domestiquées, l'espèce étant protégée et complantée au sein de systèmes complexes. Diverses « mosaïques paysagères » et autres méthodes d'intégration dans le milieu naturel ont été proposées, mais leur rendement est évidemment très inférieur à celui des plantations industrielles ; la plus grande marge de productivité est à attendre d'une intensification des méthodes de production mettant en œuvre du matériel végétal amélioré, des techniques culturales plus performantes et une fumure raisonnée incluant la restitution au sol des résidus de récolte. Rappelons que la consommation d'intrants chimiques (engrais, pesticides) du palmier à huile, rapportée à la tonne d'huile produite à l'hectare, est très inférieure à celle des oléagineux annuels. A cet égard, le potentiel de progrès est énorme et la préservation de la forêt primaire en dépend, en Afrique mais également en Malaisie et en Indonésie.

Le palmier à huile est toujours considéré comme un facteur de développement par les communautés villageoises asiatiques qui rêvent de routes goudronnées, d'électricité, d'adduction d'eau, d'écoles et de dispensaires... « Vivre en harmonie avec la nature en chassant et en collectant des produits forestiers, loin des sollicitations du monde moderne », comme le préconisent les belles âmes dans les pays du Nord, est un rêve de citoyen occidental nanti, pas de « bon sauvage ». Lorsque les démarcheurs des compagnies viennent proposer aux petits propriétaires une source de revenus régulière et élevée, des emplois salariés, des infrastructures modernes, la fourniture d'intrants et la garantie d'écoulement de la récolte, « ils ne forcent la main à personne mais répondent à une demande réelle »... Même si le rêve tarde parfois à se réaliser : 30 % des revenus sont ponctionnés pour rembourser l'emprunt, et il faut attendre sept ans pour que la plantation entre en plein rapport. Les impatients qui auront vendu leur parcelle avant cette échéance se trouvent souvent floués, dans un contexte de pression démographique croissante. Les conflits qui surviennent alors ne sont pas imputables au palmier à huile, mais relèvent d'un défaut d'information et d'une saine gestion financière et sociale de la filière. Il demeure qu'à Sumatra (Indonésie), le revenu à l'hectare sur le cycle complet de plantation s'élève à 2 100 euros pour le palmier à huile, contre 200 euros à l'hectare pour une rizière ; 36 euros par jour de travail pour le palmier, contre 1,7 euro pour le riz irrigué.

Au plan nutritionnel, les acides gras saturés que contient l'huile de palme ne sont pas le poison absolu que l'on nous présente parfois. Ils permettent de stocker et de concentrer l'excès d'énergie apporté par nos aliments. Les problèmes surviennent lorsqu'il y a surconsommation et donc accumulation des réserves corporelles inutilisées. Rajouter de l'huile de palme à un régime alimentaire trop riche et à un style de vie par trop sédentaire n'est évidemment pas à recommander. En France, l'huile de palme contribue, dans le pire des cas, à un kilogramme sur les 50 kilos de graisses saturées ingérées annuellement par nos compatriotes sous forme de plats surgelés, snacks et autres produits industriels... Il ne tiendrait qu'à nous d'en réduire la consommation. Cet apport est stabilisé, voire en régression dans les pays du Nord alors qu'il est en forte croissance dans les pays émergents où l'obésité progresse. Les normes d'une huile de palme « certifiée durable » ont été établies et 1,3 millions d'hectares ont été certifiés, soit 10 % de la surface mondiale plantée, mais ces normes, qui ne sont que rarement intégrées dans les réglementations nationales, ne protègent tant soit peu que le consommateur. Les problèmes de propriété foncière, d'accaparement des terres, de respect des droits coutumiers, ne sont pas pris en compte.

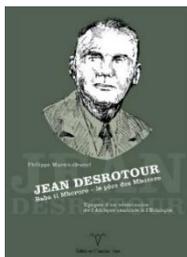
En conclusion, le rôle du palmier à huile dans l'éradication de la pauvreté dans les pays tropicaux paraît incontournable. Il n'est plus question de stopper l'expansion du palmier à huile mais de la contrôler intelligemment, en intégrant l'intensification raisonnée des méthodes de production et la préservation du domaine forestier et de la biodiversité qu'elle abrite. L'application contrôlée des normes de qualité et l'intégration des petits planteurs aux complexes agro-industriels, par des contrats de production et par des mesures de soutien à l'agriculture villageoise, devront être développées.

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

Présentation d'ouvrage par Pierre Vidal



Jean Desrotour

Baba ti Mbororo – le père des Mbororo
Épopée d'un vétérinaire de l'Afrique centrale à l'Éthiopie

Philippe Martin-Granel

Editions L'aucèu libre

Juin 2014, 312 pages

En même temps que l'histoire de Jean Desrotour, ce qui nous est raconté ici, c'est aussi celle du projet qu'il porta et réalisa aussi loin qu'il le put, avec ses équipes. Le projet consistait à développer un élevage bovin national, en organisant et fixant autant qu'il était possible les éleveurs Peuls Mbororo, nomades ou semi-nomades qui, venant du Sahel nigérien à travers le Cameroun, avaient atteint l'Oubangui-Chari, à partir des années 1920. Desrotour s'efforça aussi de faire accepter ces « étrangers » et leurs bêtes par les populations autochtones de cultivateurs et chasseurs collecteurs. Il importa au profit de ceux-ci depuis la Côte d'Ivoire – expérience unique en Afrique – plusieurs milliers de têtes d'un bétail taurin résistant à la trypanosomiase animale. Ces petits bovins étaient confiés à des paysans volontaires par contrat, afin d'acquérir la propriété du croît du troupeau. Leur nombre fut ainsi multiplié plusieurs fois au fil des années. Au seuil de la réussite, tant pour les nomades que pour les sédentaires et donc au profit du pays, grâce à son sens du contact et à sa ténacité face aux nombreux obstacles, Jean Desrotour et ses collaborateurs français furent expulsés en 1970 par un pouvoir fantasque et jaloux de « la viande ». Après eux et malgré des projets internationaux de soutien technique coûteux et pas toujours bien adaptés, ce fut l'invasion à la faveur de la prévarication et de la corruption. De nombreux problèmes écologiques et sociologiques en découlèrent. Il s'agit d'une des raisons de la situation dramatique politico-guerrière que vit aujourd'hui la République centrafricaine, en proie au désordre généralisé et au pillage.

La mémoire de l'œuvre professionnelle passionnée de Jean Desrotour nous est ravivée et contée par un de ses proches condisciples de l'École vétérinaire de Maisons-Alfort, Philippe Martin-Granel. L'un et l'autre étaient de cette génération de jeunes gens qui s'engagèrent après la guerre pour l'outre-mer dans un esprit nouveau. Leurs affectations les séparèrent pour un temps. Jean Desrotour partit en Oubangui-Chari, au centre de l'Afrique qui n'était plus le « Cœur des ténèbres » décrit par Joseph Conrad. Philippe Martin-Granel choisit les espaces sahélo-sahariens du Tchad. Il y travailla pendant une dizaine d'années à couvrir ces grands espaces du Ouaddaï, de l'Ennedi, du Borkou et du Kanem aux rives du Lac Tchad. Il les parcourut intensément à cheval et au balancement des méharis autant et plus qu'en automobile ou camion, pour vacciner et soigner les troupeaux des éleveurs de ces lieux. Philippe Martin-Granel rejoignit, en 1958, à Bouar dans la Centrafrique en gestation d'indépendance, Jean Desrotour qui prendra peu après la direction du Service de l'élevage du pays. Il se consacra, à son côté et jusqu'à leur départ contraint, aux Peuls Mbororo, sans oublier les populations locales, devenant grand acteur et artisan du projet en cours. Philippe Martin-Granel acheva sa trajectoire africaine de plus de trente ans au Sénégal, terre où ses ancêtres français jusqu'à ses parents avaient œuvré dans l'administration depuis 1775, sous les princes et sous la république. Il est également un humaniste de grande culture, sachant écrire et décrire hommes, bêtes et choses avec un art consommé, comme les révèlent maints passages de son texte. Quant au fond de l'ouvrage, on excusera les quelques traits hagiographiques envers son condisciple et ami. On décèle aussi un plaidoyer *pro domo* parfois polémique. Plus de quarante ans après les événements, la blessure à l'œuvre gâtée est encore vive. Il reste que l'hommage est amplement mérité.

Cette biographie constitue un document historique de premier ordre sur les difficultés du « développement » – durable ou moins – en train de sombrer dans une mondialisation désordonnée sous « sa majesté Finance ». L'Oubangui-Chari fut surnommé la « Cendrillon » des colonies françaises. Cette Cendrillon resta pauvrete près de ses cendres. Qui fut sa bonne sorcière ? Ou sa méchante reine ? Le prince lui fit défaut. Nous l'avons servie et aussi aimée. Nous la voyons aujourd'hui souillée, violentée, violée et ravagée. Ce n'est plus Cendrillon, mais « Jeanne au Bûcher » devenue.

*Pierre Vidal, chercheur en anthropologie (ethnologie, archéologie, histoire)
de 1959 à 1993 en République centrafricaine.*

Commandes à adresser à :

L'aucèu libre
Les Brus, 800 chemin de la gare
30250 Salinelles

25 € par exemplaire franco de port pour la France et les DOM. Règlement par chèque à l'ordre de L'aucèu libre.

Pour les adresses à l'étranger, le prix n'est pas franco de port, s'adresser à lauceulibre@gmail.com qui vous communiquera le prix du port suivant le nombre d'exemplaires commandés, et éventuellement le mode de paiement si vous ne disposez pas d'un chèque français.

Quoi de neuf au Cirad ?

François Pouget, nouveau directeur général délégué aux ressources et aux dispositifs

François Pouget a été nommé au poste de directeur général délégué aux ressources et dispositifs à compter du 2 juin 2014. Âgé de 33 ans, cet économiste de formation aura pour principale mission la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement et de son contrat d'objectifs dans le champ de l'appui à la recherche, avec notamment le pilotage du chantier sur le pacte de développement des ressources propres du Cirad. Il est aussi en charge des relations sociales au sein de l'établissement et présidera le comité d'entreprise.

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

François Pouget a obtenu un doctorat en sciences économiques, en 2007. Puis, il a occupé une fonction d'économiste à la Banque centrale européenne. En 2008, il a intégré la direction du budget, au ministère de l'économie et des finances, d'abord en qualité d'adjoint au chef du bureau des recettes, puis d'adjoint au chef du bureau des transports, et enfin de chef du bureau de l'enseignement supérieur et de la recherche. Au titre de ces fonctions, il a acquis une bonne connaissance du réseau des acteurs ministériels qui suivent notre établissement. Il était administrateur du Cirad, représentant le ministre chargé du budget.

Quand les projets de développement financent la recherche

Le Cirad a remporté trois nouveaux projets de recherche et développement européens, Wabef, Wikwio et GeosAf. Ils sont financés par le deuxième programme de coopération ACP-UE pour la science et la technologie, de la Commission européenne. Ce financement de 2,5 millions d'euros, au total, confirme la confiance que le bailleur témoigne au Cirad et tombe à point nommé dans le contexte du pacte de développement des ressources.

Geomatic technology transferred to animal health services in southern Africa (GeosAF)

Ses objectifs :

- Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale par l'amélioration de la production animale par le transfert de la science, de la technologie et des outils innovants dans les secteurs de la santé animale au Botswana, au Mozambique et au Zimbabwe ;
- Améliorer la surveillance et le contrôle des vecteurs (tiques et mouches tsé-tsé) et les maladies qu'ils transmettent par l'amélioration des capacités des services vétérinaires à l'utilisation des outils de la géomatique au Botswana, au Mozambique, au Zimbabwe et dans les pays voisins ;
- Favoriser la communication, le transfert de compétences et de technologie entre les institutions de recherche et les services gouvernementaux et entre les acteurs de la santé animale (public et privé) au niveau international en Afrique australe.

Western Africa Biowastes for Energy and Fertilizers (Wabef)

Son objectif :

Permettre aux décideurs publics, aux entrepreneurs, aux praticiens de la gestion des déchets organiques de disposer d'outils de choix raisonné des technologies de digestion anaérobie et des pratiques de gestions de ces technologies pour l'Afrique soudano-sahélienne.

Weed Identification and Knowledge in the Western Indian Ocean (Wikwio)

Ses objectifs :

- Mettre en réseau de tous les acteurs de la production agricole, de la recherche et de l'enseignement supérieur pour construire une communauté active autour de la gestion des adventices des cultures ;
- Partager des connaissances sur les mauvaises herbes et leurs méthodes de lutte ;
- Analyser collectivement les problèmes d'enherbement
- Contribuer à renforcer les compétences scientifiques et techniques des structures locales de recherche, d'enseignement et de développement, grâce à la combinaison d'outils et d'informations ;
- Intégrer l'initiative dans les cadres régionaux existants pour un impact soutenu à long terme.

Le Cirad rejoint le club des opérateurs de l'État au service du développement durable

Cet été, Michel Eddi, président directeur général du Cirad, et Jean-Paul Albertini, délégué interministériel et commissaire général au développement durable, ont signé l'adhésion du Cirad au Club des établissements publics respectant la charte du développement durable. A l'instar de l'Inra et de l'IRD notamment, il affirme son engagement en faveur du développement durable et entre ainsi dans le club des 61 établissements membres.

NO\$ COLLEGUES ET AMI(E)S DISPARU(E)S

Jean Brenière – 26 mai 2014

Jean Brenière est décédé le 26 mai 2014 à Montpellier, à l'âge de 90 ans. Après l'École nationale supérieure d'Agriculture de Montpellier (promotion 1943-1945), il poursuit en 1945-1946 ses études supérieures à l'École supérieure d'application d'agriculture tropicale, ESAAT Nogent (futur CNEARC, puis IRC) et se spécialise en entomologie à l'ORSC (actuel IRD).

En 1948 Jean est affecté à Madagascar, où il s'attaque à la plupart des insectes ravageurs des cultures de l'île, en priorité le riz et la canne à sucre. Avec quelques collègues, il met sur pied un remarquable service de lutte et d'interventions polyvalentes adaptées aux différentes cultures, en fonction de leurs importances socio-économiques respectives. Une réelle urgence est accordée à la lutte anti-acridienne. Affecté (1952-1955) au Centre technique d'agriculture tropicale de Nogent-Vincennes, comme chef du laboratoire d'entomologie, Jean Brenière y entame une licence ès-Sciences naturelles. En 1955 il est détaché à l'ORSTOM et de retour à Madagascar d'abord adjoint puis directeur de la division d'entomologie agricole de l'Institut de recherches agronomiques de Madagascar. Il est intégré à l'ORSTOM en 1959 et, en 1960, détaché à l'Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières. Au cours de cet ultime séjour à Madagascar, Jean Brenière oriente les recherches dans la voie nouvelle de la lutte biologique.

Rappelé en France en 1965, Jean prend en charge le Service central d'entomologie et en 1968 la Division de défense des cultures de l'Institut, d'abord à Nogent-Vincennes puis en 1975 à Montpellier. Il représentera le département IRAT de 1984 jusqu'à sa retraite, le 30 septembre 1985.

Au cours sa carrière Jean Brenière a su donner à l'entomologie appliquée du Cirad une image de renommée internationale.

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

Jacques Dubois – 31 mai 2014

Jacques Dubois nous a quittés ce 31 mai 2014, au terme d'une pénible maladie. Il était né le 18 septembre 1920 en Charente. Après l'École nationale supérieure d'Agronomie de Grignon (1941-1943) il s'est spécialisé en pédologie à l'École supérieure d'application d'agriculture tropicale. Affecté au Sénégal, il acquiert une solide connaissance des sols sénégalais et trace les premières esquisses cartographiques de ces sols avec pour objectif l'application des travaux de la recherche en milieu paysan.

En 1955, Jacques est affecté dans la vallée du Sénégal, auprès de la Mission d'aménagement du Fleuve, qui s'inspire fortement de ses conceptions dans l'élaboration et les premières réalisations du grand projet de mise en valeur du Delta. Inébranlable dans ses convictions, au demeurant renforcées par une profonde foi chrétienne, infatigable dans l'action à laquelle il souhaite associer le plus de partenaires partageant ses idées, mais toujours insatisfait et impatient d'aller au-delà, car son humanisme l'exige, il remonte le fleuve jusqu'à la frontière malienne et pour mieux connaître les populations de la vallée, des plateaux d'alentour. Il apprécie la grande diversité de leurs systèmes agraires, l'exceptionnelle créativité mais aussi les graves lacunes dans la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Lorsque sa carrière administrative s'achève, il s'engage dans l'action humanitaire, élaborant en métropole des systèmes de formation au bénéfice d'ouvriers immigrés désireux de retourner au pays et d'y pratiquer des systèmes de production agricole plus productifs que ceux traditionnels. En 1981, Jacques crée avec quelques amis, son ONG militante, le Groupement de Recherche et de Réalisation pour l'Éco-Développement dont il devient naturellement le président. Sous sa férule très présente s'engage alors une spectaculaire opération de revitalisation de nombreuses petites vallées de la région de Bakel (Sénégal oriental). C'est probablement l'une des plus belles et durables empreintes que Jacques Dubois aura laissées sur la terre africaine, à laquelle il a consacré plus de 65 années de sa vie.

François Besse – 9 août 2014

Nous avons appris avec une très grande tristesse le décès de notre collègue François Besse, à l'âge de 68 ans.

François avait débuté sa carrière en février 1971 au CTFT, dans les équipes d'inventaire forestier. Il a été un des experts majeurs de la foresterie paysanne et de l'agroforesterie africaine, au sein du CTFT puis du Cirad, où il a fait toute sa carrière jusqu'à son départ à la retraite fin 2008. Au cours de ces années, il a travaillé en appui à la FAO ; il a été fortement impliqué dans l'association Silva et le réseau Arbres Tropicaux ; il a contribué à de nombreux ouvrages visant à diffuser les connaissances en agroforesterie tropicale. En poste dans plusieurs pays africains (Burundi, Côte d'Ivoire, Congo) il est également intervenu en appui à des équipes et des projets dans de nombreux autres pays parmi les moins développés (Tchad, Mali, Niger, Guinée...).

François Besse a toujours eu le souci de s'impliquer dans des projets visant à conforter les compétences des services forestiers pour une gestion durable des formations forestières, et à appuyer les paysans et les populations les plus démunies dans leur gestion des plantations et des formations agroforestières afin de s'approvisionner en bois de service et en bois énergie. Forestier de formation, François Besse était homme d'engagement, de devoir et d'une très grande rigueur professionnelle qui s'est attaché, tout au long de sa carrière, à mettre ses connaissances et ses compétences à la disposition des autres.

Colette Bové – 13 août 2014

L'épouse de Joseph Bové est née à Talence le 4 février 1927. Elle s'est éteinte à Bordeaux le 13 août 2014 à l'âge de 87 ans à la suite d'une chute dans un escalier. Elle a poursuivi des études supérieures de mathématiques, puis enseigné les maths et la physique dans différents lycées. Après ses études à l'INA, Joseph est engagé en 1952 comme chercheur à l'institut de recherches sur les fruits et agrumes. Gagnant tous deux leur premier salaire, ils se marient en novembre 1952. Fort heureusement, l'Ifra ne voulant pas séparer les jeunes mariés, mais aussi intéressé par la formation de Colette, l'engage à son tour en 1953. Dès lors Colette et Joseph ne se quitteront plus et travailleront ensemble comme chercheurs au Cirad et à l'Inra toute leur vie professionnelle.

Valérie Abouraham – 6 septembre 2014

C'est avec beaucoup d'émotion et de peine que nous venons d'apprendre le décès de notre collègue Valérie Abouardham, survenu à l'âge de 49 ans. Son combat contre la maladie est un exemple pour nous tous. Elle a su garder sa force, son sourire, sa bonne humeur et sa gentillesse jusqu'au dernier instant. Elle nous laisse dans une profonde tristesse. Valérie a été au service des autres, tant dans sa vie personnelle que sa carrière professionnelle. Rentrée au Cirad en janvier 2000, elle a enchaîné plusieurs contrats. De nature méthodique, efficace, organisée, elle s'est rendue disponible pour tous avec sa gaieté de vivre. Entre 2001 et 2008, Valérie a suspendu sa carrière professionnelle pour suivre son conjoint en expatriation en Éthiopie, puis au Kenya. Depuis septembre 2011, elle occupait un poste d'assistante à l'UMR IATE, à Montpellier-SupAgro.

Pierre Pruvost – 15 septembre 2014

Notre collègue et ami Pierre Pruvost est décédé. Il avait fait valoir ses droits à la retraite il y a un peu plus d'un an et aurait eu 63 ans en décembre prochain. Pendant près de vingt ans au Cirad, Pierre a été le technicien référent de la plateforme agro-alimentaire au sein du programme Agro-alimentaire puis de l'Unité mixte de recherche QualiSud. Il en assurait la maintenance technique et sur laquelle il accueillait tous les utilisateurs, chercheurs et étudiants avec une disponibilité constante. Jardinier émérite, il consacrait sa retraite à sa parcelle des jardins partagés de Jacou où il avait à cœur de prodiguer ses conseils à tous. De Pierre, nous garderons tous le souvenir de sa gentillesse, sa bonne humeur et sa discrétion.

A vos agendas

La prochaine **assemblée générale de l'Adac** aura lieu **vendredi 23 janvier 2015**. Réservez bien cette date dès à présent !

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465